

Compte rendu du Comité Technique Local (CTL) du 27 juin 2019

Ordre du jour du CTL du 27 juin 2019

Points soumis aux votes :

- 1) Procès-verbal du 5 février 2019

Points pour information :

- 2) Le Nouveau Réseau de Proximité des Finances Publiques (NRFPF)
- 3) Mise en œuvre du pilotage unifié des PCE au 1^{er} septembre 2019
- 4) Travail à distance entre les Centres des Finances Publiques de Chaillé-Les-Marais et de Sainte-Hermine
- 5) Bilan budgétaire 2018 et budget prévisionnel 2019
- 6) Présentation du Plan Annuel de Prévention 2019-2020
- 7) Point sécurité : Risque attentat

Le CTL d'aujourd'hui devait se tenir dans un contexte particulier, puisqu'il était question, notamment, d'y parler de la Géographie Revisitée (que la Direction Générale a décidé de renommer le NRFPF c'est à dire le Nouveau Réseau de Proximité des Finances Publiques, histoire d'embrouiller encore plus).

Alors que Monsieur Fuentes et son équipe ont commencé à faire le tour des services de Vendée impactés par la Géographie Revisitée, les Organisations Syndicales (OS), **Solidaires Finances Publiques**, FO et CFDT ont décidé de siéger en première convocation afin d'obtenir des informations supplémentaires sur cette réforme dévastatrice.

Dans leur déclaration liminaire (ci-jointe), les élus

de **Solidaires Finances Publiques** ont rappelé leur opposition à ce projet et ont demandé à Monsieur Fuentes de mettre l'humain, c'est à dire les agents et les usagers au cœur de sa réflexion. Nous avons aussi réclamé à ce qu'il y ait plus d'implantations fiscales et comptables en comparaison à ce qu'il y a dans le projet actuel. Pour rappel : 2 SIP (Services des Impôts des Particulier), 2 SIE (Services des Impôts des Entreprises) et 4 SGC (Services de Gestion Comptable).

Nous avons aussi rappelé qu'à l'instar des autres OS du Département, il était hors de question de discuter de l'opportunité de mettre tel service dans une commune plutôt que dans une autre.

Bien évidemment, les élus de **Solidaires Finances Publiques** ont dénoncé cette phase de concertation qui n'en n'est pas une, puisqu'il s'agit ni plus ni moins pour le Directeur de cocher une case dans les choses à faire, à savoir : "Faire une tournée dans les services pour présenter le projet et le schéma de concertation, couper court aux informations erronées et recueillir les réactions".

A la fin de la lecture des déclarations liminaires, le CTL a été envahi par des agents de Challans et d'autres sites.

Il s'agissait notamment pour les collègues de Challans de remettre au Directeur les 1800 signatures de la pétition à destination des usagers et les 900 questionnaires remplis par les contribuables de Challans. Il y était question notamment pour les signataires de rappeler la nécessité d'avoir un service de proximité.

Les collègues qui ont envahi le CTL (dont certains ont déjà eu une visite du Directeur sur site) ont fait part de leurs angoisses et inquiétudes face à l'ampleur de la réforme.

Une collègue a notamment rappelé qu'il faudra vivre 3 mois dans l'incertitude avant de connaître son avenir puisque la phase dite de concertation durera jusqu'en octobre. Cette même collègue a évoqué l'impact écologique d'une telle réforme

puisque certains collègues devront parcourir 120 voire 160 kilomètres par jour si la cartographie reste en l'état.

Un autre collègue a quant à lui évoqué la perte de confiance des agents envers l'Administration et ses représentants.

Les interventions ont été nombreuses et en réponse à celles-ci, Monsieur Fuentes a précisé que la carte n'était pas figée et qu'il disposait depuis l'arrivée du nouveau Directeur Général, monsieur Jérôme Fournel, de marges de manœuvre supplémentaires. Interrogé sur celles-ci, il a notamment indiqué que les implantations géographiques pouvaient évoluer mais aussi qu'il était peut-être possible d'avoir plus d'implantations que prévues initialement.

D'autre part, le Directeur a affirmé que les implantations à l'issue de la période de concertation des élus et des agents devraient être, selon monsieur Fuentes, plus équilibrées et obéir à plus de cohésion territoriale. Le calendrier de mise en place de la nouvelle cartographie sera donné à l'issue de la phase de concertation et après validation du projet par la Centrale.

Interrogé sur l'avenir de l'Équipe de Renfort (EDR), il a indiqué qu'elle ne serait pas supprimée. Les élus de **Solidaires Finances Publiques** s'inquiètent quant à la volumétrie de cette équipe à l'avenir.

A l'issue de l'envahissement de ce CTL, les OS présentes ont demandé au Directeur s'il avait d'autres informations à donner sur le projet. Monsieur Fuentes ayant répondu par la négative, les élus ont décidé de quitter le CTL et n'ont pas souhaité évoquer les autres points à l'ordre du jour.



À suivre, la motion prise par le conseil syndical de **Solidaires Finances Publiques** :

MOTION DU CONSEIL SYNDICAL DE JUIN

Construire une mobilisation d'ampleur : une nécessité absolue !

Le Conseil syndical de Solidaires Finances Publiques, réuni du 17 au 20 juin 2019, réaffirme son opposition déterminée au projet de nouvelle cartographie de la DGFIP dénommée « Géographie revisitée ».

Pour Solidaires Finances Publiques, il s'agit d'un projet de dynamitage global de la DGFIP qui réduit ses missions et son réseau à cause de la paupérisation de ses moyens et des suppressions d'emplois. L'objectif des pouvoirs publics ne vise aucunement, malgré la propagande gouvernementale, à renforcer la présence, la proximité et la technicité de la DGFIP au profit de ses usagers.

Par ailleurs, ce projet s'inscrit pleinement dans les orientations du gouvernement qui a programmé la fin des services publics, de la Fonction Publique et des droits et garanties des Fonctionnaires.

Au-delà il affaiblit la cohésion sociale et l'intérêt général.

Pour Solidaires Finances Publiques, il n'est aucunement question, à ce stade, d'entrer dans une quelconque négociation visant à faciliter la mise en œuvre de la géographie revisitée.

Cependant, Solidaires Finances Publiques continuera d'aller, à tout moment et en tout lieu, chercher les éléments permettant une information complète des personnels dans le but de leur faire comprendre la dangerosité pour le service public, pour la DGFIP et pour eux-mêmes des plans du gouvernement.

Solidaires Finances Publiques au regard de ses valeurs et de l'engagement professionnel des agents, jamais démenti malgré les attaques, porte et continuera de porter une toute autre vision de la DGFIP, au cœur du fonctionnement de l'État, au service de l'ensemble de nos concitoyens, sur l'ensemble du territoire.

Au côté des agents, Solidaires Finances Publiques engagera l'ensemble de son réseau militant dans la construction d'un rapport de forces permettant de faire aboutir les revendications. D'ores et déjà, il poursuivra son interpellation des élus, de leurs associations, des contribuables et des usagers ainsi que la mobilisation des personnels afin de leur faire mesurer les reculs que porte cette transformation profonde de la DGFIP que nous refusons.

Solidaires Finances Publiques appelle les personnels à combattre par tous les moyens et dans l'unité la plus large possible ce projet d'une DGFIP « low-cost », aux conséquences mortifères pour le service public et pour eux-mêmes.

Solidaires Finances Publiques appelle toutes celles et ceux qui sont attachés aux valeurs du Service Public à refuser le dynamitage de la Fonction Publique et notamment de la DGFIP. Celui-ci ne répond en aucun cas aux attentes des citoyennes et citoyens exprimées ces derniers mois. À la DGFIP, les réformes à venir iront dans le sens opposé de ces attentes en matière de justice sociale et de justice fiscale.